

Art. 4. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

[C – 2023/48192]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 avril 1919 fixant les critères d'agrément des orthopédistes cliniciens, ainsi que des maîtres de stage et services de stage

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé, l'article 68/2, § 4, alinéas 4 et 7, modifié par la loi du 10 juillet 2016 ;

Vu l'arrêté royal du 26 avril 1919 fixant les critères d'agrément des orthopédistes cliniciens, ainsi que des maîtres de stage et services de stage ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 octobre 2023 ;

Vu l'avis 74.819/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du Conseil fédéral des professions des soins de santé mentale, donné le 8 mai 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de la Santé publique ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté royal du 26 avril 1919 fixant les critères d'agrément des orthopédistes cliniciens, ainsi que des maîtres de stage et services de stage, est remplacé par ce qui suit :

« Conformément à l'article 68/2, § 4, alinéa 3, de la LEPSS, les critères d'agrément définis aux articles 6 à 11 inclus ne s'appliquent qu'à l'égard des étudiants en orthopédie clinique qui terminent avec fruit leurs études en orthopédie clinique au cours de l'année académique 2023-2024 ou au cours des années académiques suivantes. Les étudiants en orthopédie clinique qui ont entamé leurs études d'orthopédie clinique au 1^{er} septembre 2016 ou au plus tard au cours de l'année académique 2016-2017 sont exemptés de stage professionnel quelle que soit l'année académique au cours de laquelle ils terminent avec fruit leurs études d'orthopédie clinique. ».

Art. 2. L'article 6 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Le stage professionnel, ci-après dénommé "stage", est l'exercice supervisé de la pratique d'orthopédie clinique qui entend inculquer au candidat orthopédiste clinicien l'ensemble des aptitudes, du savoir-faire et des compétences nécessaires à l'exercice autonome d'une pratique d'orthopédie clinique.

Il vise à familiariser le candidat avec un spectre aussi large que possible d'actes d'orthopédie clinique.

Le candidat orthopédiste clinicien preste son stage dans un service de stage agréé où il est rémunéré ».

Art. 3. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 3, le mot « successivement » est supprimé ;

2^o dans le paragraphe 4, les mots « ou le cas échéant du maître de stage coordinateur » sont abrogés ;

3^o dans le paragraphe 5, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Elle informe dès que possible son maître de stage ainsi que le service compétent de médecine du travail le cas échéant. » ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2023/48192]

14 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 april 1919 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van klinisch orthopedagogen, alsmede van stagemeesters en stagediensten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidsberoepen, artikel 68/2, § 4, vierde en zevende leden, gewijzigd bij wet van 10 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 1919 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van klinisch orthopedagogen, alsmede van stagemeesters en stagediensten;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 10 oktober 2023;

Gelet op het advies 74.819/2 van de Raad van State, gegeven op 4 december 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies van de Federale Raad voor de geestelijke gezondheidszorgberoepen, gegeven op 8 mei 2023;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 april 1919 tot vaststelling van de criteria voor de erkenning van klinisch orthopedagogen, alsmede van stagemeesters en stagediensten, wordt vervangen als volgt:

"Overeenkomstig artikel 68/2, § 4, derde lid, van de WUG, zijn de erkenningscriteria zoals bepaald in de artikelen 6 tot en met 11, enkel van toepassing op de studenten klinische orthopedagogiek die afstuderen in de klinische orthopedagogiek in de loop van het academiejaar 2023-2024 of de daaropvolgende academiejaren. Studenten klinische orthopedagogiek die hun studies klinische orthopedagogiek op 1 september 2016 of ten laatste in de loop van het academiejaar 2016-2017 zijn begonnen, zijn vrijgesteld van de professionele stage ongeacht het academiejaar in de loop waarvan zij afstuderen in de klinische orthopedagogiek."

Art. 2. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"De professionele stage, hierna "stage" genoemd, heeft betrekking op de uitoefening van de praktijk onder leiding van de klinisch orthopedagoog die de kandidaat-klinisch orthopedagoog alle vaardigheden, vakkundigheden en competenties wenst bij te brengen die nodig zijn om een praktijk als klinisch orthopedagoog autonoom uit te oefenen.

Ze is erop gericht de kandidaat vertrouwd te maken met een zo breed mogelijk spectrum aan klinisch orthopedagogiek handelingen.

De kandidaat-klinisch orthopedagoog verricht zijn stage in een erkende stagedienst waar hij wordt betaald."

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in paragraaf 3 wordt het woord "achtereenvolgens" opgeheven;

2^o in paragraaf 4 worden de woorden "of desgevallend coördinerend stagemeester" opgeheven;

3^o in paragraaf 5, tweede lid wordt vervangen als volgt: "Zij geeft, zo snel mogelijk, haar stagemeester alsook desgevallend de bevoegde arbeidsgeneeskundige dienst kennis van haar zwangerschap.";

4° dans le paragraphe 5, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « Si nécessaire, le maître de stage, le cas échéant en concertation avec le service de médecine du travail, transfère la candidate orthopédagogue clinicienne enceinte d'un environnement à risque à un environnement sécurisé où elle peut poursuivre son stage. ».

Art. 4. Dans l'article 15, alinéas 1 et 2, du même arrêté, les mots « 5 ans » sont chaque fois remplacés par les mots « 3 ans ».

Art. 5. L'article 16 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Le maître de stage dispose de qualités didactiques, cliniques et organisationnelles et maintient ses connaissances par le biais de formations permanentes.

Le maître de stage tient à jour un portfolio tel que mentionné à l'article 8, alinéa 2, de la loi du 22 avril 2019 relative à la qualité de la pratique des soins de santé, qui fait état de ses compétences de maître de stage. ».

Art. 6. L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Le nombre maximal de candidats orthopédegogues cliniciens pouvant être encadrés simultanément par le maître de stage est limité à 5. Le nombre de candidats orthopédegogues cliniciens pouvant être encadrés au sein d'un service de stage peut quant à lui être plus élevé que 5 en fonction du nombre de maîtres de stages agréés au sein du service de stage. ».

Art. 7. L'article 22 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Si le candidat orthopédagogue clinicien accomplit le stage professionnel dans plusieurs services de stage sous la supervision de plusieurs maîtres de stage, l'un d'eux doit faire fonction de maître de stage coordinateur. Le maître de stage coordinateur est responsable de la coordination de l'ensemble du stage du candidat orthopédagogue clinicien. ».

Art. 8. L'article 23 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Chaque maître de stage conclu avec le service de stage et le candidat orthopédagogue clinicien une convention précisant au minimum les obligations de chacun ainsi que la rémunération octroyée au candidat orthopédagogue clinicien. ».

Art. 9. Dans l'article 24, alinéas 1 et 2, du même arrêté, les mots « sa formation » sont à chaque fois remplacés par les mots « son stage ».

Art. 10. Dans l'article 33 du même arrêté, les mots « existe au moment de la demande d'agrément depuis au moins 3 ans et », sont abrogés.

Art. 11. Dans l'article 38 du même arrêté, le mot « coordinateur » est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 40 du même arrêté, le mot « coordinateur » est abrogé.

Art. 13. Les maîtres de stage agréés au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent introduire une demande simplifiée visant à modifier leur agrément auprès du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement et selon les modalités fixées par cette administration. Cette demande simplifiée doit être introduite au plus tard 3 mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté et le maître de stage doit y motiver la manière dont il peut continuer à garantir la qualité du stage. Cette modification de l'agrément ne sera valable que pour la durée résiduelle de la période pour laquelle le maître de stage est déjà agréé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique
F. VANDENBROUCKE

4° in paragraaf 5, vijfde lid wordt vervangen als volgt: "Zo nodig transfereert de stagemeeester, desgevallend in overleg met de arbeids-geneeskundige dienst, de zwangere kandidaat-klinisch orthopedagoog uit een risicovolle omgeving naar een veilige omgeving waar zij haar stage kan voortzetten".

Art. 4. Artikel 15, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "5 jaar" vervangen door de woorden "3 jaar".

Art. 5. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"De stagemeeester beschikt over didactische, klinische en organisatorische eigenschappen en houdt zijn kennis op peil door middel van permanente vorming.

De stagemeeester houdt een portfolio bij zoals vermeld in artikel 8, tweede lid, van de wet van 22 april 2019 betreffende de kwaliteit van de zorgpraktijk, waaruit zijn bekwaamheid van stagemeeester blijkt."

Art. 6. Artikel 21 van hetzelfde besluit, wordt vervangen als volgt:

"Het maximale aantal kandidaat-klinisch orthopedagogen dat tegelijkertijd door een stagemeeester kan worden begeleid, wordt beperkt tot 5. Het aantal kandidaat-klinisch orthopedagogen dat in een stagedienst kan worden begeleid, mag hoger zijn dan 5 op basis van het aantal erkende stagemeeesters in de stagedienst."

Art. 7. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Indien de kandidaat-klinisch orthopedagoog de professionele stage uitoefent in meerdere stagediensten onder leiding van meerdere stagemeeesters, treedt één van hen op als coördinerend stagemeeester. De coördinerend stagemeeester is verantwoordelijk voor de coördinatie van de volledige stage van de kandidaat-klinisch orthopedagoog."

Art. 8. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Elke stagemeeester sluit met de stagedienst en de kandidaat-klinisch orthopedagoog een overeenkomst waarin minstens de wederzijdse verplichtingen zijn opgenomen alsook de vergoeding die aan de kandidaat-klinisch orthopedagoog wordt toegekend."

Art. 9. In artikel 24, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de opleiding" vervangen door de woorden "de stage".

Art. 10. In artikel 33 van hetzelfde besluit, worden de woorden "bestaat op het moment van de erkenningsaanvraag reeds minstens 3 jaar en" opgeheven.

Art. 11. In artikel 38 van hetzelfde besluit, wordt het woord "coördinerende" opgeheven.

Art. 12. In artikel 40 van hetzelfde besluit, wordt het woord "coördinerende" opgeheven.

Art. 13. De stagemeeesters die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit zijn erkend, kunnen een vereenvoudigde aanvraag indienen om hun erkenning bij de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu te wijzigen, overeenkomstig de modaliteiten die door deze administratie zijn vastgesteld. Die vereenvoudigde aanvraag moet uiterlijk 3 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit worden ingediend en de stagemeeester moet daarin aangeven op welke manier hij de kwaliteit van de stage kan blijven waarborgen. Die wijziging van de erkenning is slechts geldig voor de resterende periode waarvoor de stagemeeester reeds is erkend.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE